



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

STRATEGIE D'ENDETTEMENT DE L'ÉTAT
(Annexe à la loi de finances, gestion 2020)

SEPTEMBRE 2019

SOMMAIRE

INTRODUCTION	1
I-OBJECTIFS ET CHAMP DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT	2
A- OBJECTIFS DE LA GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE.....	2
B- CHAMP DE COUVERTURE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT	2
II-INDICATEURS DE COÛTS ET RISQUES DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE EXISTANTE A FIN DECEMBRE 2018 ET PROJETE A FIN DECEMBRE 2019.....	3
III-SOURCES DE FINANCEMENT	5
A- SOURCES DE FINANCEMENT EXTERIEURES	5
B- SOURCES DE FINANCEMENT INTERIEURES	6
IV-ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE DE GESTION DE LA DETTE EN 2020	7
V-LES CONDITIONS DE MARCHE	7
VI-MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT A MOYEN TERME AU COURS DE L'ANNEE 2020	8
VII-CIBLES POTENTIELLES DES INDICATEURS DE COÛT ET RISQUE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2020.....	8
VIII-ACTIONS DE MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT	9
IX-PLAFOND D'ENDETTEMENT PUBLIC POUR 2020	9
X-OCTROI DE LA GARANTIE DE L'ETAT EN 2020.....	11
XI-PERSPECTIVES DE VIABILITE DE LA DETTE PUBLIQUE.....	11
CONCLUSION	12

LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES

TABLEAU N°1: Indicateurs du portefeuille de la dette publique projeté à fin décembre 2019	3
FIGURE N°1 : Décomposition de l'encours de la dette extérieure par catégorie de créancier et par devise	4
FIGURE N°2 : Décomposition de l'encours de la dette intérieure par instrument au 31 décembre 2019	4
FIGURE N°3 : Profil de remboursement du portefeuille de la dette publique projeté à fin décembre 2019 (en millions de fcfa)	5
TABLEAU N°3 : Décomposition du plafond d'endettement extérieur de 2020	10
TABLEAU N°4 : Répartition du plafond d'endettement en monnaie locale	10
TABLEAU N°5 : Plan de financement pour 2020	11

INTRODUCTION

Dans le cadre de l'atteinte des objectifs du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG), le Bénin a élaboré une stratégie d'endettement publique 2016-2021. Ce document met en cohérence (i) les objectifs de croissance et de développement durable, (ii) les instruments de financement auquel peut recourir l'Etat pour la mise en œuvre du PAG ainsi que (iii) l'environnement macroéconomique et la maîtrise des risques liés à la gestion de la dette publique (viabilité de la dette). Ainsi, dans la mise en œuvre de la SDMT 2016-2021, le Bénin a efficacement diversifié ses sources de financement avec le recours aux banques commerciales (avec des conditions d'emprunts favorables) et la réalisation en 2019 de la première émission d'emprunt obligataire internationale en Euro.

En 2020, pour poursuivre le financement du PAG, le Gouvernement maintiendra une approche proactive dans la recherche de financement avec comme priorité les financements moins coûteux et de longue maturité. Ensuite, l'Etat travaillera à maintenir la diversification de ses sources de financement (privilégier les devises stables) et à respecter ses engagements à travers un suivi rigoureux. Ce dernier consistera : (i) à la réalisation rapide des formalités de mise en vigueur ; (ii) aux décaissements judicieux ; (iii) au suivi de l'utilisation de toute somme décaissée, en particulier les financements pour la réalisation de divers projets ; (iv) aux remboursements à bonne date (à cet effet, le Gouvernement a fait l'option depuis 2017, de procéder au règlement de toutes les échéances au plus tard 15 jours avant la date prévue) ; (v) à la diffusion périodique des statistiques de la dette.

Le présent document décrit pour le compte de l'exercice budgétaire 2020, la mise en œuvre de la stratégie d'endettement public à moyen terme pour la période 2020-2024. Il servira de boussole pour orienter les décisions du Gouvernement en matière d'endettement afin d'atteindre les objectifs de financement de l'économie au coût le plus faible possible tout en minimisant l'exposition du portefeuille de la dette publique aux divers risques financiers.

L'outil analytique utilisé est celui proposé conjointement par le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale pour aider les pays dans le processus d'élaboration de leur stratégie de gestion de la dette publique. Sur la base des hypothèses macroéconomiques et des caractéristiques du portefeuille de la dette existante à fin décembre 2019, une stratégie optimale est définie et sera mise en œuvre en tenant compte des sources de financement disponibles, des évolutions attendues sur le marché financier régional et des préférences du Gouvernement en termes de coût et de risque.

I- OBJECTIFS ET CHAMP DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT

A- OBJECTIFS DE LA GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE

Les objectifs de gestion de la dette n'ont pas évolué depuis 2015. Ils sont régis par le décret n° 2015-581 du 18 novembre 2015 portant politique d'endettement et de gestion de la dette publique du Bénin et clairement définis en son article 3. Ils sont formulés comme suit :

- Les besoins de financement de l'Etat et le paiement ponctuel de ses obligations sont satisfaits au coût le plus faible possible dans une perspective de moyen et long-termes ;
- Le risque associé au portefeuille de la dette publique est maintenu à un niveau prudent ;
- Les indicateurs de viabilité et de soutenabilité de la dette sont en dessous des seuils définis ;
- Le développement des marchés des titres d'Etat est promu.

En cohérence avec les objectifs ci-dessus, les recommandations générales en matière de stratégie d'endettement public seront guidées par les orientations suivantes :

- Accorder la priorité à la mobilisation des emprunts extérieurs concessionnels et à l'émission de titres publics pour la couverture du besoin de financement de l'Etat ;
- Limiter l'exposition du portefeuille de la dette publique aux risques de marché. Dans ce cadre, une priorité est accordée aux emprunts à taux d'intérêt fixe ; le recours à des emprunts à taux d'intérêt variable ne pouvant être autorisé que de manière exceptionnelle. Le Gouvernement veillera également à maintenir un portefeuille de dette extérieure diversifié en devises.

B- CHAMP DE COUVERTURE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT

Le périmètre de la dette porte sur la dette extérieure et la dette intérieure publique et publiquement garantie. La dette extérieure comprend la dette libellée en devises contractée auprès des créanciers multilatéraux, des créanciers bilatéraux (y compris les banques internationales) et les obligations internationales. La dette intérieure libellée en FCFA est composée des titres publics (bons et obligations du Trésor) émis sur le marché financier régional, des prêts de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et des prêts contractés auprès des banques locales.

Les données de base de l'analyse couvrent le portefeuille de la dette publique à fin décembre 2019.

II- INDICATEURS DE COÛTS ET RISQUES DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE EXISTANTE A FIN DECEMBRE 2018 ET PROJETES A FIN DECEMBRE 2019

Le tableau n°1 expose les indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette existante à fin décembre 2018 et à fin décembre 2019.

Tableau N°1: Indicateurs du portefeuille de la dette publique projetés à fin décembre 2019

Indicateurs de coûts et risque		A fin décembre 2018			Projeté à fin 2019		
		Dettes extérieures (A)	Dettes intérieures (B)	Dettes publiques (A)+(B)	Dettes extérieures (A)	Dettes intérieures (B)	Dettes publiques (A)+(B)
Montant de la dette publique (milliards FCFA)		1 532,1	1 719,7	3 251,8	2 033,0	1 453,9	3 486,8
Montant de la dette publique (millions de USD)		2 687,7	3 016,7	5 704,4	3 566,3	2 550,4	6 116,7
Dette publique en % du PIB		19,3	21,7	41,0	24,0	17,2	41,2
Valeur actuelle de la dette publique en % du PIB		13,1	21,7	34,7	17,9	17,2	35,1
Coût de la dette	Paiement d'intérêts en % du PIB	0,3	1,2	1,5	0,5	1,0	1,5
	Taux d'intérêt moyen pondéré (%)	1,5	6,1	3,9	2,1	6,1	3,7
Risque de refinancement	Durée moyenne d'échéance (ans) ATM	13,0	3,0	7,7	10,7	2,8	7,4
	Dette amortie durant l'année prochaine (% du total)	2,2	22,0	12,7	3,2	22,9	11,5
	Dette amortie durant l'année prochaine (% du PIB)	0,4	4,7	5,2	0,8	3,9	4,7
Risque de taux d'intérêt	Durée moyenne à refixer (ans) ATR	12,9	3,0	7,7	10,6	2,8	7,4
	Dette refixée durant l'année prochaine (% du total)	3,7	22,0	13,4	5,2	22,9	12,6
	Dette à taux d'intérêt fixe (% du total)	98,5	100,0	99,3	97,8	100,0	98,7
Exposition au risque de taux de change	Dette en devises (% du total)			47,1			58,3
	Dette en devises hors euro (% du total)			29,1			27,8

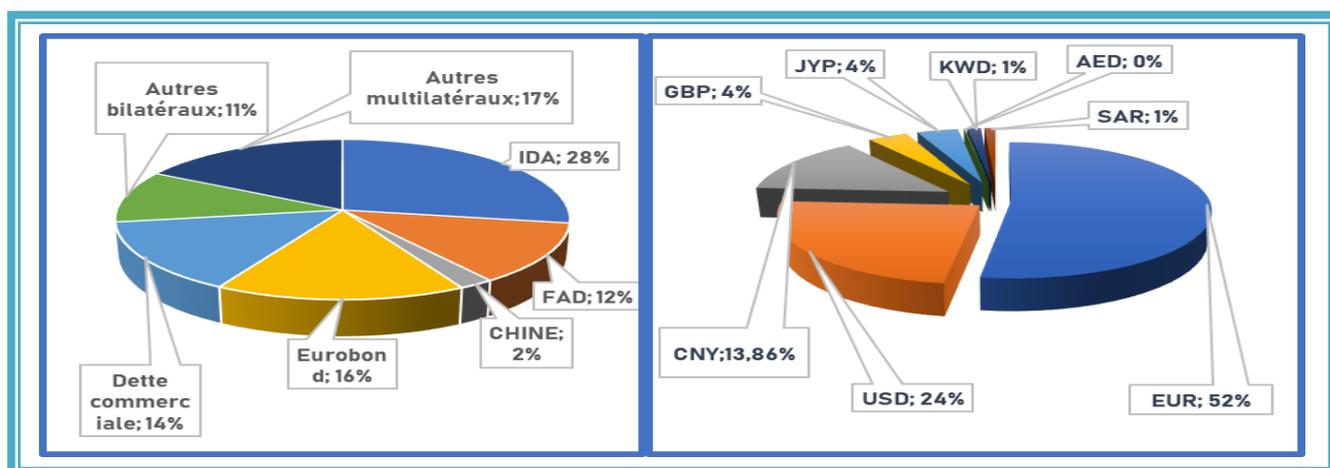
Source : CTA/CNE

A fin décembre 2019, l'encours de la dette publique rapporté au PIB s'établirait à 41,2% contre 41,0% en 2018. Ce taux d'endettement à fin 2019 est lié à l'opération de rebasage du PIB d'une part et à la maîtrise de l'endettement public d'autre part. La part de la dette intérieure dans le portefeuille de la dette publique diminuerait en passant de 52,9% en 2018 à 41,7% en 2019.

La dette extérieure est constituée de 56,79% de la dette multilatérale. Elle est contractée à 52,31% en termes concessionnels. Les principaux créanciers sont la Banque Mondiale (IDA ; 28%) et le Fonds Africain de Développement (FAD ; 12%). L'Eurobond quant à lui représente 16% de la dette extérieure.

L'euro demeure la principale devise d'endettement extérieure du Bénin (52%), suivi du dollars USD (24%) et du RMB (14%). Cette configuration traduit la volonté du Gouvernement de limiter l'exposition du portefeuille de la dette publique au risque de taux de change. (Figure N°1)

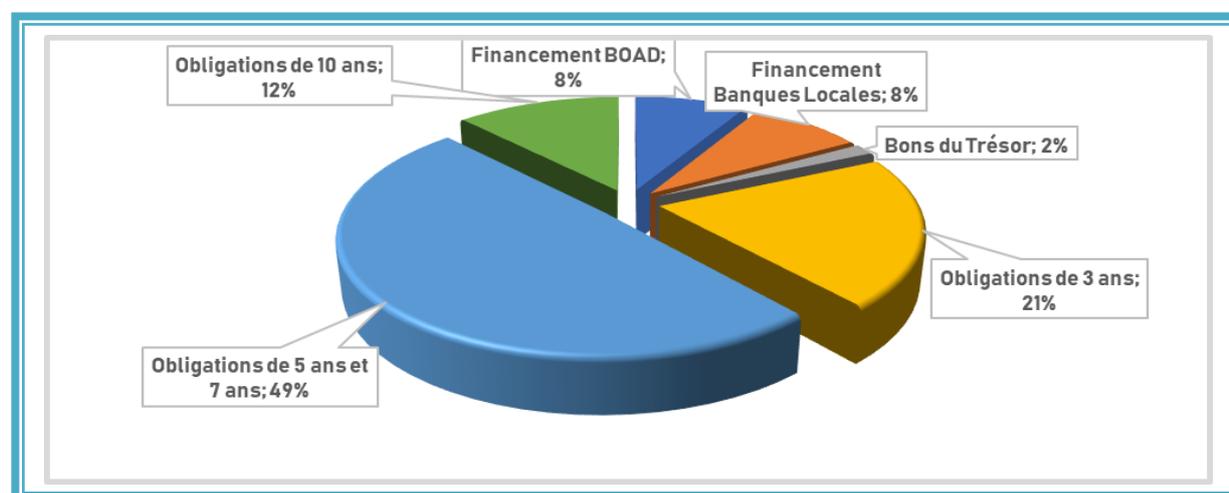
Figure N°1 : Décomposition de l'encours de la dette extérieure par catégorie de créancier et par devise



Source : CTA/CNE

La dette intérieure est constituée en majorité des obligations du Trésor qui représentent 82% de son encours, suivies des emprunts auprès de la BOAD (8%) et des banques locales (8%). Les bons du Trésor d'échéance un (01) an représentent 2% du portefeuille de la dette intérieure. (Voir figure N°2).

Figure N°2 : Décomposition de l'encours de la dette intérieure par instrument au 31 décembre 2019



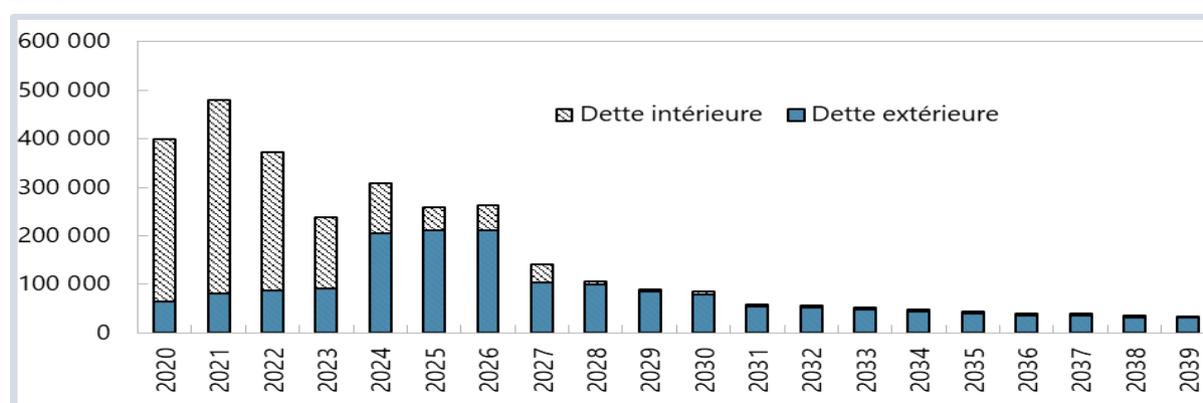
Source : CTA/CNE

L'analyse du profil de remboursement de la dette et des indicateurs de coûts et risques à fin décembre 2019 renseigne sur le niveau d'exposition de l'ensemble du portefeuille de la dette publique aux risques de refinancement et de taux d'intérêt. La part de la dette arrivant à échéance dans un (01) an serait de 11,5% et celle dont les taux pourraient être révisés l'année prochaine s'établirait à 12,6%.

Par ailleurs, la part de la dette extérieure exposée aux fluctuations des taux de change (dette en devise hors euro, **48%**), donne des indications sur l'exposition du portefeuille au risque de fluctuation des taux de change. Il s'agit essentiellement de la dette multilatérale bénéficiant de conditions concessionnelles.

Enfin, le profil de remboursement de la dette intérieure indique que la majorité des encours actuels (**70%**) ont des échéances s'étalant sur les trois prochaines années. En ce qui concerne le remboursement de la dette extérieure, 31% du portefeuille seront effectués sur la période 2024 à 2026 en raison de l'amortissement de l'Eurobond. Le plan de financement pour l'année 2020 s'inscrit dans l'objectif de mitigation des risques du portefeuille de la dette publique.

Figure N°3 : Profil de remboursement du portefeuille de la dette publique projetée à fin décembre 2019 (en millions de FCFA)



Source : CTA/CNE

III- SOURCES DE FINANCEMENT

A- SOURCES DE FINANCEMENT EXTERIEURES

La 1^{note B+} associée à une perspective stable attribuée au Bénin par l'agence de notation internationale Standard & Poor's confirmée courant 2019, renforce le niveau de confiance des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) ainsi que celle des investisseurs régionaux et internationaux.

Ainsi, l'Etat maintiendra sa présence sur les marchés et au niveau des banques commerciales internationales afin de saisir les opportunités les plus attractives pour assurer le financement des programmes de développement.

¹ <http://www.caabenin.net/component/k2/item/29-standard-poor-s-note-b-stable-pour-le-benin-le-21-juin-2019>

Le guichet souverain de la Banque Africaine de Développement (BAD) constituera également une source potentielle de financement en 2020.

L'opération de reprofilage qui a permis à l'Etat de substituer une partie de la dette intérieure par un financement international de maturité plus longue et moins coûteuse pourrait être renouvelée suivant les conditions de marché afin de continuer à réduire le coût de l'endettement public et aligner autant que possible la durée de remboursement des prêts au délai d'amortissement des infrastructures financées.

Aussi, les conditions sur le marché financier régional de l'UEMOA et celui du marché obligataire international des Eurobonds pourraient-elles également être un des facteurs de décision pour le choix de l'une ou l'autre de ces sources de financement dont le Bénin a désormais l'expérience.

Les efforts antérieurs en matière de mobilisation des financements concessionnels provenant des créanciers multilatéraux traditionnels seront maintenus malgré la rareté croissante de ce type de ressources, dans le but d'améliorer les indicateurs de coût et risque du portefeuille de la dette.

Les créanciers bilatéraux traditionnels qui offrent des prêts à des conditions meilleures que les ressources de marché constitueraient également une source non négligeable de financement.

B- SOURCES DE FINANCEMENT INTERIEURES

Les ²notes A2 (à court terme) et A- (à long terme) attribuées au Bénin par l'agence Bloomfield Investment dans le cadre de l'évaluation de la qualité de crédit de l'Etat du Bénin aura pour effet, le renforcement de la perception déjà très bonne du risque crédit du Bénin dans la sous-région, contribuant ainsi à une augmentation de l'attractivité de ses titres publics émis dans la zone UEMOA.

En outre, il est attendu un regain d'intérêt des investisseurs pour les titres de longue maturité au niveau du marché régional de l'UEMOA en 2020 à la suite des campagnes de sensibilisation de la BCEAO. **De ce fait, le marché financier régional pourrait constituer une source importante de financement des besoins d'emprunts de l'Etat.** Les titres de longues maturités seront priorisés.

Les prêts de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et des groupes bancaires de la sous-région seront également une source pour le financement de plusieurs projets de développement.

² <http://www.caabenin.net/component/k2/itemlist/category/1-publications>

IV- ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE DE GESTION DE LA DETTE EN 2020

Les perspectives macroéconomiques pour la mise en œuvre de la présente SDMT sont favorables, ressortant un taux de croissance élevé et soutenu en 2020. Le Gouvernement entend mener des actions nécessaires pour porter ce taux à un niveau historique de 7,6% en 2020.

En effet, après une croissance moyenne de l'ordre de 6% entre 2012 et 2014, la croissance du PIB réel a fortement reculé, tombant à 2,1% en 2015. La conduite des politiques et programmes a permis à l'Etat de relever le taux de croissance à 3,3% en 2016, 5,7% en 2017 et 6,7% en 2018. A moyen terme, le PIB réel devrait croître d'environ 7,6% en moyenne sur la période 2019-2020.

Les ressources totales du Budget de l'Etat s'établiraient à 1 333,0 milliards de FCFA en 2020 contre 1 211,9 milliards de FCFA en 2019, soit une hausse de 10%. Les dépenses quant à elles s'élèveraient à 1 486,9 milliards de FCFA en 2020 induisant ainsi un niveau de déficit évalué à 1,8% du PIB.

Les dispositions prises pour la politique monétaire depuis 2016 et qui consistent à limiter l'augmentation des prix à la consommation à 2,0% sur une base annuelle devraient être poursuivies. Lesdites dispositions sont conformes aux exigences des critères de convergence de l'UEMOA qui fixent un objectif d'inflation plafonné à 3% par an. En effet, la maîtrise de l'inflation devrait être soutenue en 2020 par l'amélioration de la production vivrière.

D'énormes progrès sont attendus dans le secteur extérieur en 2020. En effet, le déficit de la balance courante a atteint 7,3% du PIB en 2017 et 6,0% du PIB en 2018. Cette tendance à la baisse devrait se poursuivre pour atteindre 6,5% en 2019, et 6,3% en 2020.

Cette baisse serait liée en partie à l'augmentation moins rapide des importations par rapport aux exportations.

V- CONDITIONS DE MARCHE

Le scénario de référence repose sur une faible croissance au plan mondial et une légère appréciation de l'Euro par rapport aux autres devises dans le portefeuille de la dette publique. Cela signifierait une appréciation du FCFA par rapport aux autres devises, sous l'hypothèse que son arrimage à l'Euro ne changera pas au cours de la période d'analyse.

Les taux d'intérêts ont atteint leurs niveaux le plus bas en 2019. Le taux directeur de la Banque Centrale Européenne (BCE) s'affiche à 0% depuis

décembre 2015 et celui de la Réserve Fédérale Américaine à 1,25% de juin 2017 à août 2019. Ce dernier est légèrement en hausse et s'affiche à 2% en septembre 2019. On pourrait donc s'attendre à une hausse desdits taux au cours de l'année 2020.

Les taux d'intérêt des prêts concessionnels demeureraient inchangés. Quant aux taux d'intérêt du marché régional, ils devraient augmenter sur la base des tendances observées ces dernières années. En effet, la base des investisseurs est restreinte pour un besoin de plus en plus accru des pays membres de la zone.

VI- MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT A MOYEN TERME AU COURS DE L'ANNEE 2020

L'analyse de la structure du portefeuille de la dette publique du Bénin au 31 décembre 2019 montre que la part de la dette extérieure atteindrait 58% contre une cible de 50% attendue en 2021. Cela a induit une révision de la stratégie d'endettement à moyen terme 2017-2021 en vue de maintenir les indicateurs de coûts et risque du portefeuille de la dette dans des proportions compatibles avec les objectifs de la politique de gestion de la dette publique.

En 2020, une baisse du financement en devise est attendue au profit du financement en monnaie locale. Toutefois, au cas où les conditions sur le marché financier international seraient plus attractives, le recours à une émission d'obligations internationales serait envisagé.

Un accent sera mis sur les obligations du Trésor de longue maturité en lien avec les conditions favorables attendues sur le marché financier domestique pour poursuivre l'effort d'allongement de la maturité de la dette en monnaie locale.

Au plan extérieur, la priorité sera toujours accordée aux prêts libellés en euro et l'effort de mobilisation des ressources concessionnelles sera maintenu.

VII- CIBLES POTENTIELLES DES INDICATEURS DE COÛT ET RISQUE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2020

Les cibles potentielles des indicateurs de coût et risque du portefeuille de la dette pour l'année 2020 peuvent être formulées ainsi qu'il suit :

- **Risque de refinancement du portefeuille de la dette publique**

Tenant compte des prévisions des tirages et des remboursements, la part de la dette extérieure dans le portefeuille de la dette publique en 2020 serait comprise entre **55%** et **60%**.

La part de la dette venant à échéance dans une année est attendue dans une fourchette de **12% à 14%** de la dette totale.

- **Gestion prudente de risque de liquidité**

Il est envisagé de maintenir le ratio de liquidité service de la dette extérieure sur les recettes budgétaires dans l'intervalle de **8% à 10%**.

VIII- ACTIONS DE MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT

Le plan annuel de financement pourrait faire l'objet d'ajustements en cas de besoin. Le dialogue permanent entrepris avec les acteurs du marché intérieur se poursuivra au cours de l'année 2020. Le bulletin statistique publié trimestriellement sur le site internet de la Caisse Autonome d'Amortissement permettra d'informer le public sur l'exécution de la stratégie d'endettement.

IX- PLAFOND D'ENDETTEMENT PUBLIC POUR 2020

A- JUSTIFICATION DE L'EMPRUNT

En 2020, l'objectif principal de l'Etat en termes de politique économique est de poursuivre la transformation structurelle de l'économie béninoise.

De façon spécifique, il s'agira pour l'Etat : i) de poursuivre l'opérationnalisation des Pôles de Développement ; ii) d'accélérer l'exécution des projets en cours et visant globalement un bon maillage du territoire en fibre optique et la disponibilité de l'internet haut et très haut débit (PDI2T phase 2) ; iii) de poursuivre la valorisation du potentiel touristique national ; iv) de construire des infrastructures de promotion de la culture ; v) de poursuivre des actions visant la modernisation du réseau routier et du cadre de vie ; vi) de renforcer la mise en œuvre de l'Assurance pour le Renforcement du Capital Humain (ARCH) et des formations sanitaires ; vii) d'opérationnaliser la Cité Internationale de l'Innovation et du Savoir (CIIS) ; viii) de réaliser l'accès universel et durable à l'eau potable ; etc.

A cet effet, les besoins de l'Etat seraient couverts en partie par des tirages sur prêts projets pour **216,1 milliards de FCFA** et l'émission de bons et obligations du Trésor pour **388,9 milliards de FCFA**.

B- PLAFOND D'ENDETTEMENT PUBLIC

Le plafond d'endettement public (montant total des nouveaux engagements de l'Etat vis-à-vis des bailleurs de fonds) s'établirait à **1 014,6 milliards de FCFA**, soit **11,08%** du PIB.

La décomposition de ce plafond d'endettement ainsi que les termes indicatifs des nouveaux emprunts se présentent comme suit :

Tableau N°3 : Décomposition du plafond d'endettement extérieur de 2020

	Montants en milliards de FCFA	%	% du PIB	Maturité indicative	Différé indicatif	Taux d'intérêt indicatif en %
Hautement concessionnel	117,6	23	1,3	38 à 40 ans	5 à 10 ans	0,74 à 0,82
Concessionnel	140,4	27	1,5	20 à 38 ans	7 à 12 ans	1,64 à 2,03
Semi concessionnel	90,3	17	1,0	33 ans	9 ans	0,95
Non concessionnel	171,5	33	1,9	12 à 13 ans	2 ans	0,83 à 3,80
Total	519,8	100	5,7			

Source : CTA/CNE

Tableau N°4 : Répartition du plafond d'endettement en monnaie locale

	Montant de la nouvelle dette pour 2020 (en milliards de FCFA)	%	% du PIB	Maturité indicative	Différé indicatif	Taux d'intérêt indicatif en %
Bons du Trésor	30,0	6,1	0,3	01 an	0	5,34
Emprunts Obligataires	358,9	72,5	3,9	3 à 10 ans	2 à 4 ans	6,19 à 6,50
Financement banques locales y compris BOAD	105,9	21,4	1,2	8 à 10 ans	2 à 3 ans	2,32 à 7,84
Total	494,8	100,0	5,4			

Source : CTA/CNE

C- TIRAGES PREVUS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS ET INTERIEURS EN 2020

Le montant total des tirages prévu sur emprunts projets s'établirait à **216,1 milliards de FCFA** en 2020 décomposé ainsi qu'il suit :

- **140,2 milliards de FCFA** pour les financements extérieurs ; et
- **75,9 milliards de FCFA** pour les financements issus de la BOAD et des banques commerciales.

Le plan de financement de l'Etat pour 2020 se présente de la façon suivante :

Tableau N°5 : Plan de financement pour 2020

	Montant des tirages en milliards de FCFA	%	% du PIB
Hautement concessionnel	73,9	12,2	0,8
Concessionnel	22,2	3,7	0,2
Semi concessionnel	7,4	1,2	0,1
Non concessionnel	36,7	6,1	0,4
Total tirages sur emprunts extérieurs	140,2	23,2	1,5
Bons du Trésor	30,0	5,0	0,3
Emprunts Obligataires	358,9	59,3	3,9
Financement banques locales y compris BOAD	75,9	12,5	0,8
Total tirages sur emprunts intérieurs	464,8	76,8	0,8
Total	605,0	100,0	6,6

Source : CTA/CNE

X- OCTROI DE LA GARANTIE DE L'ETAT EN 2020

Aucune garantie n'est prévue au titre de l'année 2020

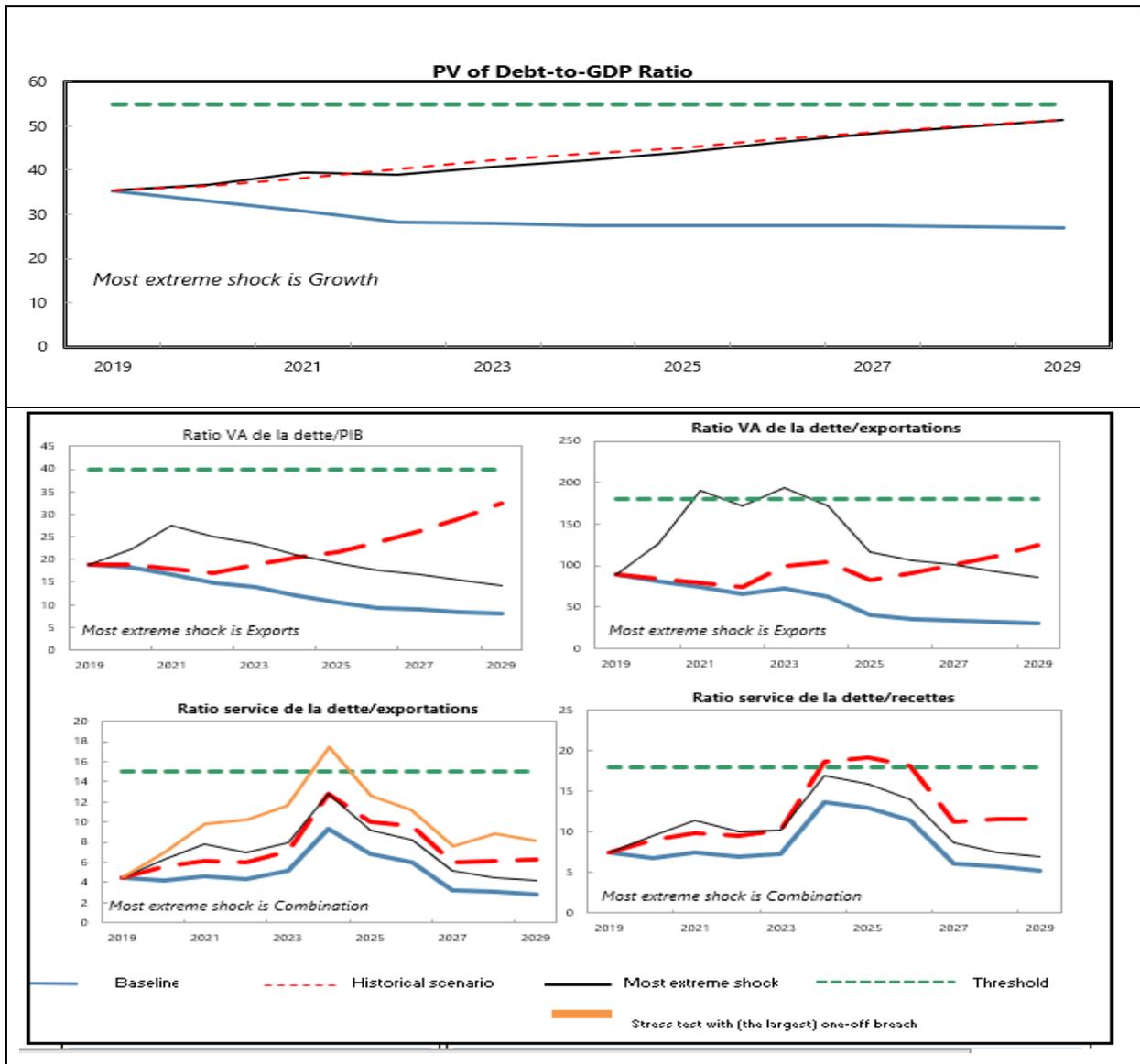
XI- PERSPECTIVES DE VIABILITE DE LA DETTE PUBLIQUE

En lien avec les hypothèses macroéconomiques retenues et la stratégie d'endettement définie, le risque de surendettement du Bénin serait modéré. En effet, le ratio **Valeur Actuelle (VA) de la dette/Exportations** qui est l'indicateur le plus pertinent afficherait des dépassements ponctuels par rapport à son seuil en 2021 et en 2023 dans un scénario de choc le plus extrême. Lesdits dépassements seraient ponctuels avec les valeurs de 11 points et 14 points respectivement au-dessus du seuil.

Le ratio **Service de la dette/Exportations** resterait en dessous de son seuil dans le scénario de base, et dépasserait ce seuil de façon ponctuel en 2024 dans un scénario de choc le plus extrême.

Dans tous les cas de figure, **le taux d'endettement public (VA/PIB)** resterait nettement en dessous de son point de référence de 56%, reflétant ainsi les effets positifs des opérations de rebasage d'une part et de la maîtrise de l'endettement d'autre part.

Figure N°4 : Indicateurs d'endettement dans le cadre de divers scénarios (2020-2024)



Source : CTA/CNE

CONCLUSION

La structure du portefeuille de la dette publique à fin décembre 2019, traduit les efforts de diversification des sources de financement de l'Etat. Ces mêmes efforts seront maintenus en 2020 à travers l'accroissement du recours de l'Etat aux titres publics de longues maturités induit par les campagnes de sensibilisation des acteurs du marché aussi bien par la BCEAO que par l'Agence UMOA-titre.

Les dialogues avec les différents partenaires financiers extérieurs seront maintenus pour améliorer la capacité d'absorption des ressources concessionnelles aux fins de réduire les vulnérabilités au niveau du portefeuille de la dette extérieure.

Enfin, la publication trimestrielle d'un bulletin statistique permettra de rendre compte de l'exécution de la présente stratégie d'endettement et des ajustements pourraient être apportés au plan de financement.